



## REGLEMENT DE CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Objet de la consultation

Désignation d'un Commissaire aux Comptes pour les  
exercices 2025 à 2030 en vue de la certification des comptes  
de la SEM « PAU BEARN HABITAT »

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Le 23 juin 2025 à 12h00**

# SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
1.1 Nature et étendue de la consultation .....	3
1.2 Mode de passation .....	3
1.3 Forme du marché .....	3
1.4 Allotissement .....	3
1.5 Nomenclature CPV .....	3
1.6 Réalisation de prestations similaires .....	3
2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	3
2.1 Cotraitance .....	3
2.2 Sous-Traitance .....	4
2.3 Variante .....	4
2.4 Durée du marché .....	4
2.5 Négociations .....	4
3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	5
3.1 Contenu du DCE .....	5
3.2 Modification de détail .....	5
4. MODALITES DE PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE .....	5
4.1 Pièces à produire au titre de la candidature .....	5
4.2 Pièces à produire au titre de l'offre .....	7
5. VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET CRITERES D'ATTRIBUTION .....	7
6. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES .....	9
7. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	9
8. MODALITES DE SIGNATURE DE L'OFFRE .....	11
9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	11
10. INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS .....	11

## 1. OBJET DE LA CONSULTATION

### 1.1 Nature et étendue de la consultation

La présente consultation concerne la passation d'un marché de services concernant la désignation d'un Commissaire aux Comptes pour les exercices 2025 à 2030 en vue de la certification des comptes de la SEM « Pau Béarn Habitat ».

### 1.2 Mode de passation

La présente consultation est passée en procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'article L 2123-1 du Code de la Commande Publique.

### 1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché de prestations de services tel que défini par l'article L.1111-4 du Code de la Commande Publique.

### 1.4 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique, l'objet du présent marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### 1.5 Nomenclature CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
79212300	Services de contrôle légal des comptes

### 1.6 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application et dans les conditions prévues par les articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 Cotraitance

Les candidats peuvent constituer un groupement d'entreprises.

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché.

La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis à vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

**En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres.**

## 2.2 Sous-Traitance

L'offre, qu'elle soit présentée par un candidat individuel ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leurs montants dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Ces sous-traitants seront soumis à l'acceptation de l'acheteur ainsi qu'à son agrément quant à leurs conditions de paiement. En pareille hypothèse, une déclaration de sous-traitance via le formulaire Cerfa DC4, est joint au dossier candidature » visé à l'article 4.1 du présent règlement.

Le titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur, avant toute exécution des prestations, dans les conditions précisées au CCAP.

## 2.3 Variante

Aucune variante n'est admise.

## 2.4 Durée du marché

Le présent marché prend effet à la date de sa notification au titulaire pour une durée de 6 exercices comptables (2025 à 2030). Le planning d'intervention sera établi par la Direction Financière pour chaque exercice.

## 2.5 Négociations

La présente procédure adaptée est négociée.

Préalablement à l'attribution du marché, l'acheteur se laisse la possibilité de négocier **avec tous les soumissionnaires**.

La négociation pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution déterminés au présent règlement.

L'objectif des négociations sera de mieux maîtriser l'offre initiale et d'optimiser les offres intermédiaires, de lever toute ambiguïté dans les offres, d'ajuster les besoins en dehors des exigences minimales de façon à minimiser les risques du projet.

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires.

L'acheteur informera par écrit tous les soumissionnaires dont les offres n'auraient pas été éliminées à l'issue d'une phase de négociation de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales.

Lorsque l'Acheteur entendra clore les négociations, il en informera les soumissionnaires encore en lice. Un délai suffisant leur sera accordé pour remettre leurs offres finales, qui ne seront plus susceptibles d'être négociées.

**À tout moment, l'acheteur peut renoncer à recourir à la négociation et attribuer le marché à une offre non négociée.**

### 3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

#### 3.1 Contenu du DCE

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur la plateforme <https://demat-ampa.fr>

Il comprend les pièces et documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le mémoire technique

**Ces documents doivent être acceptés sans aucune modification et dans leur intégralité.**

#### 3.2 Modification de détail

L'acheteur se réserve le droit d'apporter **au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 4. MODALITES DE PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

**Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.**

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### 4.1 Pièces à produire au titre de la candidature

Conformément aux articles R. 2143-3 à R. 2143-14 du Code de la Commande Publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, le candidat produit à l'appui de sa candidature :

- **Une lettre de candidature ou formulaire DC1 :**
  - Dans le cas où le candidat fournit une simple lettre de candidature, il devra produire une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 **notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail** ; Les noms, coordonnées téléphoniques, télécopies, postales et courriels d'un responsable de ce dossier de candidature dans l'entreprise candidate.

- Le cas échéant, le jugement d'ouverture d'un redressement judiciaire, habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du présent marché.
- Le cas échéant, une déclaration de sous-traitance ou formulaire DC4.

○ **Une déclaration du candidat ou formulaire DC2 justifiant :**

▪ **Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du présent marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

*Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.*

- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

▪ **Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles du candidat :**

- Une liste des principaux services fournis, en lien avec l'objet du marché, au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique réalisées en France métropolitaine indiquant le montant, la date et le destinataire.  
Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans pourront être pris en compte.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Attestation d'inscription auprès de la Haute autorité de l'audit en cours de validité lors de la remise des offres
- Attestation sur l'honneur de ne pas se trouver dans une situation d'incompatibilités, au regard de la profession de Commissaire aux Comptes
- Une preuve d'assurance pour les risques professionnels

*Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.*

**En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir l'ensemble des renseignements demandés au titre des capacités juridiques, financières, techniques et professionnelles.** Il est rappelé que l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs

économiques est globale : il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

**En cas de sous-traitance, le candidat peut se prévaloir des capacités d'un sous-traitant pour satisfaire aux exigences du marché.** Dans ce cas, il devra justifier qu'il dispose des capacités du sous-traitant. Il exigera de celui-ci les mêmes pièces que celles qui lui sont demandées et les joindra à sa candidature. En outre, il produira un engagement écrit du sous-traitant faisant état de son accord pour exécuter les prestations.

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en vertu des critères pondérés énoncés ci-après, sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours à compter de la notification du marché :

- Un état annuel des certificats fiscaux et sociaux relatif à sa situation au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle le présent marché a été passé ;
- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivrés par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois, ou, le cas échéant, une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Le cas échéant, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire.

Afin de raccourcir les délais de procédure, il est possible pour le candidat de joindre à sa candidature ces documents, étant ici précisé, qu'ils ne seront pas pris en compte dans le cadre de la procédure de vérification des conditions de participation.

## 4.2 Pièces à produire au titre de l'offre

L'offre du candidat devra comprendre les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) dûment renseigné ;
- Une attestation sur l'honneur d'avoir pris connaissance et accepter sans aucune modification ni réserve le CCAP ;
- Un mémoire technique décrivant les mesures que le soumissionnaire se propose de mettre en œuvre pour l'exécution de la mission (annexé au DCE).

**Il est précisé que les pièces du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune modification de la part des candidats.**

## 5. VÉRIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET CRITERES D'ATTRIBUTION

La vérification des conditions de participation est effectuée conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la Commande Publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de régulariser leurs candidatures qui auront été déclarées irrégulières. Si, à l'issue de cette demande, les candidats concernés ne régularisent pas leurs candidatures dans le délai imparti par l'acheteur, celles-ci seront déclarées irrecevables.

Conformément à l'article R. 2152-7 du Code de la Commande Publique le marché sera attribué au soumissionnaire qui aura présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous selon la pondération suivante :

CRITERES ET SOUS-CRITERES D'ATTRIBUTION	PONDÉRATION	PONDERATION SOUS CRITERE
1. Prix	30	
2. Valeur technique	70	
2.1 Méthodologie		
- Planning d'intervention		10
- Présence sur site, disponibilité et réactivité		30
2.2 Expériences professionnelles		
- Missions de CAC pour des SEM de logement social		20
- Modalités d'accompagnement de la structure notamment sur les particularités sociales et fiscales		10

**Le choix de l'attributaire sera effectué par l'assemblée générale des actionnaires de la société.**

- **Critère de notation du prix :**

Note du candidat = Note maximale x  $\frac{\text{Montant de l'offre du moins-disant conforme}}{\text{Montant de l'offre du candidat analysé}}$

- **Critère de notation de la valeur technique :**

Appréciation	Note affectée
Très satisfaisant	Note maximale
Satisfaisant	75% à 90% de la note max
Moyennement satisfaisant	50% à 70% de la note max
Insuffisant / hors sujet	0% à 40% de la note max

La somme des notes obtenues pour les critères « Valeur technique de l'offre » et « Prix » donne une note finale de 100, le classement des candidats s'effectuant sur cette note finale.

Le candidat classé en première position sera déclaré attributaire du marché sous réserve de l'admission de sa candidature conformément à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

## 6. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée au présent règlement de consultation, ou de la date limite de réception des offres finales en cas de négociations.

## 7. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

**Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.**

**Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre.**

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur <https://demat-ampa.fr>

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, l'acheteur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel l'acheteur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .docx ou .xlsx ou .pptx
- .odt, .ods, .odp, .odg
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe ».
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

En cas de marché alloti, les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit dans ce cas être sans ambiguïté. L'acheteur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

**En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :** Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par l'acheteur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Les plis électroniques doivent être présentés de façon à distinguer les pièces de la candidature et de l'offre (deux fichiers distincts).

**Copie de Sauvegarde :** Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- Une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, il est exigé le format suivant : clé USB.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'acheteur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

**PAU BÉARN HABITAT**  
**Service juridique**  
**45, boulevard Alsace Lorraine**  
**BP 1101**  
**64011 PAU CEDEX**

Offre pour le Marché de Désignation d'un Commissaire aux Comptes pour les exercices 2025 à 2030

**COPIE DE SAUVEGARDE**  
**NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS**

## 8. MODALITES DE SIGNATURE DE L'OFFRE

Il est précisé que les pièces constitutives de l'offre n'ont pas besoin d'être signés au stade de la remise de l'offre.

La signature des pièces contractuelles du marché par l'attributaire sera obligatoire à l'issue de la notification du marché.

La signature électronique n'est pas imposée.

## 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, leurs questions par le biais de la plateforme de dématérialisation des marchés publics (dans l'onglet « questions/réponses »).

## 10. INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

**Tribunal Judiciaire de Pau**  
Place de la Libération  
64000 PAU  
Tél : 05 47 05 34 00  
Fax : 05 59 82 46 64

Les renseignements relatifs aux délais d'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du greffe du tribunal judiciaire de Pau.

Courriel : [tj-pau@justice.fr](mailto:tj-pau@justice.fr)